Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

rapport de Jean-Marc Coppola sur l'Europe

Commentaires et réflexions

- Union Européenne - Elections 2009 -

Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2009

Communistes de Vénissieux

Cher(e) Camarade,

Le rapport de Jean-Marc Coppola ainsi que la plupart des documents du PCF concernant l'Europe omettent tous dans leur argumentation la clé de voûte sans laquelle les piliers de leur argumentation ne tiennent pas debout. C'est la poursuite de l'abandon, du reniement idéologique de l'identité communiste.

Jean-Marc Coppola dit : *« La question de la remise en cause des fondements même de l'Europe libérale est désormais à l'ordre du jour du débat politique dans notre pays. » Et plus loin : « Nous devons en être convaincus et en convaincre nos concitoyens : il faut changer d'Europe ! »*

Changer l'Europe, changer d'Europe, est-ce possible sans poser la question de l'indépendance et de la souveraineté nationale ? Depuis 50 ans l'Union européenne se construit, sans le dire, comme un super Etat qui en impose chaque jour davantage aux Etats nationaux. Combien d'heures et de nuits ont passé les députés et les sénateurs à transcrire dans le Droit français des directives européennes ? La France vit sous la domination de l'Union européenne. Elle en subit les diktats. Le but est bien simple : casser ce que les Etats nationaux ont dû concéder aux peuples, au fil de leur combats, afin de libérer le capital des contraintes de la vie sociale.

La raison d'être première de l'Union européenne, c'est l'affaiblissement des Etats nationaux pour, à terme, se substituer à eux, avec les régions comme relais territoriaux. Après la décentralisation libérale de Gaston Defferre, en 1982, le projet Balladur sur la réforme institutionnelle vient compléter le dispositif en supprimant des communes et des départements pour leur substituer des grandes agglomérations gérées comme des entreprises.

Le dépassement et, à terme, la négation des nations visent à priver les citoyens de leur capacité à décider de leur sort, à éloigner d'eux les centres de décisions afin qu'ils ne puissent contester - et renoncent à le faire - les intérêts du capital.

L'Union européenne est une machine conçue pour dominer. Son ambition, c'est de parachever la libéralisation du marché et la main mise des puissances capitalistes sur l'ensemble des pays d'Europe. C'est bien pourquoi les dirigeants politiques qui mettent en oeuvre cette domination à l'échelle européenne sont les mêmes qui l'acceptent en France. Ils sont cohérents avec eux-mêmes et servent en cela les intérêts du capital. Mais la crise montre à quel point cette ambition est dangereuse pour les peuples.

Laisser croire que l'on peut changer l'Europe ou changer d'Europe sans reconquérir notre souveraineté nationale est une illusion. Où seraient les forces capables d'un tel miracle ? Peuton imaginer une Europe sociale, socialiste, de progrès - employons le qualificatif que l'on veut - qui repose sur une domination des Etats nationaux fussent-ils orientés à droite ? Ou doit-on attendre que le processus de désintégration des Etats nationaux soit complètement achevé pour rêver de lendemains qui chantent ?

La première des batailles pour les élections européennes, le premier mot d'ordre doit être pour l'indépendance et la souveraineté nationale. De façon corollaire il faut exiger l'arrêt immédiat du processus de construction supra nationale. A terme, il faut proposer de déconstruire l'UE et mettre en oeuvre parallèlement des coopérations entre les Etats, mutuellement avantageuses.

Il ne faut pas tromper le peuple sur cette question : pour obtenir de nouvelles et réelles avancées sociales, il faut combattre l'Union européenne comme institution anti-populaire et non pas se contenter de dénoncer la politique qui y est menée. La maison UE est une invention politique conçue dans la suite du plan Marshall de 1947, conçue pour

Copyright © Communistes de Vénissieux

être en première ligne contre les pays socialistes, dans le cadre de la guerre froide. Il ne s'agit pas de ravaler la façade mais de construire une nouvelle maison après avoir démoli l'ancienne.

Il faut se souvenir de l'exemple de l'Union Soviétique, dont la façon de mésestimer les identités et les parcours nationaux ne fut pas le moindre défaut, loin s'en faut. Les rapports de domination sont antinomiques avec l'essor humain. C'est vrai pour les individus comme pour les Etats et les nations qu'ils représentent.

De façon très pragmatique, les peuples ont compris ce que l'Union européenne portait de néfaste pour eux. Le référendum de 2005, marqué par une participation électorale exceptionnelle des classes populaires, le montre nettement. Ce rejet s'est exprimé dans 3 pays d'Europe, pourtant fort différents. La panique s'est emparée des dirigeants européens. Plusieurs pays ont renoncé à consulter leurs peuples. Dès lors il ne s'agit pas seulement d'évoquer ce vote. Il est impératif de lui être fidèle, d'être fidèle à l'expression populaire.

Ce serait un comble que nous nous retrouvions dans le camp de ceux qui estiment, peu ou prou, que le peuple se trompe, jugeant qu'il est sous influence d'une idéologie qui le berne. Mais quelle idéologie, aujourd'hui, est en mesure de berner le peuple sinon celle du grand capital et de ses commis européens ? Si le peuple de France, les peuples d'Europe, aujourd'hui, pointent dans leur colère l'Union européenne, c'est bien en réaction aux orgies du capital. Les événements en Grèce, la lutte des Dacia, en Roumanie, la formidable journée d'action du 29 janvier en France et tant d'autres exemples montrent le potentiel des peuples à revendiquer sur la base de leur vécu national tout en se trouvant à l'unisson contre le capitalisme.

Les peuples défendent leurs nations non pas comme des stéréotypes surannés mais comme autant de cadres au sein desquels ils trouvent leurs identités, leurs racines et les repères essentiels pour se défendre et exister. Le mépris des élites pour le concept de nation est aussi vieux que celui de toutes les aristocraties du monde. Politiquement, le front de gauche ressemble à la ligne Maginot de 1939 qui prétendait être infranchissable... mais qui a été contournée sans difficultés.

Le Front de gauche est un rassemblement hétéroclite des « déçus » de la socialdémocratie, mais qui ne remet pas en cause les dogmes de la domination capitaliste. Dans ce rassemblement, le PCF apparaît à la mesure de ses reniements et de ses abandons. A la marge, le NPA prend à défaut le PCF en jouant sur tous les tableaux et fait un numéro pour recueillir quelques applaudissements électoraux. Quel que soit le nombre des élus du Front de gauche - s'il en a - , quel que soit son score électoral, l'Europe capitaliste continuera de contourner gentiment cette opposition engluée dans un marigot qui lui est tout entier destiné.

Les renoncements et reniements du PCF sur la question européenne ne datent pas d'hier. En 1992, il s'engage résolument pour le non au référendum sur le traité de Maastricht. Il s'en fallut de peu pour que le non l'emporte. La mise en cause du traité de Maastricht constituait un élément important du programme du parti. Mais, lors des discussions avec le Parti socialiste pour les élections suivantes, il renonce à faire de cette mise en cause une question préalable à tout accord de gouvernement. De fait, en 1997, le PCF se trouve embringué dans le gouvernement de Lionel Jospin avec lequel Robert Hue invente la gauche plurielle, en juillet. Cette gauche plurielle qui organise des listes communes PS/PCF pour les régionales de 1998 comme gage de l'effacement de l'identité communiste.

Aujourd'hui encore, les sphères dirigeantes du PCF sont silencieuses sur la soumission totale aux diktats européens qui a entraîné la défaite de Lionel Jospin aux présidentielles de 2002 et aggravé la marginalisation du PCF.

Un an avant le référendum sur le traité constitutionnel, le PCF adhère au Parti de la gauche européenne alors que seule une faible partie des adhérents se prononce pour cette adhésion, une très grande majorité s'abstenant et

Copyright © Communistes de Vénissieux

mettant, de fait, la direction en minorité.

Le PGE critique les institutions européennes. Mais il ne les remet pas en cause. Son programme repose essentiellement sur l'illusion qu'il serait possible de faire fonctionner ces institutions de bonne façon. En ce sens, c'est un programme profondément social-démocrate. Il ne s'appuie pas sur la capacité des peuples à bouleverser les institutions et il nourrit la croyance qu'il suffit d'agir par le haut, moyennant soutien électoral, pour battre le capitalisme. On peut toujours rêver de voir sa voiture devenir un sous-marin. Si on descend dans l'eau avec, on se noie. De fait, le PCF comme le PGE réclament un nouveau traité constitutionnel, c'est à dire le moyen, au nom des peuples, de noyer les Etats et les nations sous l'océan européen !

Le 3 février 2005, les délégués du Comité confédéral national de la CGT appellent à voter non au référendum. Il s'est trouvé des voix de dirigeants pour affirmer que ce vote était sans signification et ne représentait qu'une infime minorité de salariés. On connaît la suite. L'élan populaire pour le non a galvanisé le PCF et ses militants. Mais quelques semaines après le vote historique, Marie-George Buffet sonne le glas du « non de gauche », en envisageant dans un proche avenir un nouvel accord de gouvernement avec le Parti socialiste, sans faire du respect du vote des Français une question préalable.

Le traité constitutionnel, botté par le peuple et sorti par la grande porte de la démocratie, est revenu par les couloirs du Parlement qui a approuvé le traité au mépris de la souveraineté populaire. Les communistes ont voté contre mais ils ne font plus de l'abrogation de ce traité le fer de lance de leur politique. Jean-Marc Coppola n'évoque même pas la question dans son rapport.

Du marché commun au marché unique, puis à la naissance de l'euro, de Maastricht à nos jours, s'est constituée une donnée politique majeure qui devrait s'imposer à tous ceux qui se réclament du peuple et de la démocratie : de minoritaire - il s'en est fallu de peu - , le vote des Français est devenu majoritaire pour dire non à l'Europe du capital.

La social-démocratie qui a construit toute sa stratégie sur la construction européenne, dans les années 1980, sous l'impulsion notamment de François Mitterrand, se trouve actuellement prise à contre pied. N'oublions pas le coup de pouce du président de la République d'alors, qui a permis l'émergence d'un Le Pen flattant le sentiment nationaliste, aux européennes de 1984. Tout le monde pensait à l'époque que le caractère repoussant du leader du Front national verrouillerait à jamais toute velléité des Français de dire non à l'Europe. La social-démocratie entend poursuivre cette même stratégie. C'est sa responsabilité. Pour les partisans du non, il faut assumer l'histoire des 25 dernières années et faire la critique complète de cette stratégie, y compris des actes d'allégeance qu'ils ont commis, y compris de ce que cette stratégie a produit de nauséabond. A défaut, ils ne peuvent que jouer le rôle - il faut bien dire assez minable - de rabatteurs pour la social-démocratie, en usant de fauxsemblants. Posons-leur une simple question : 2002, 2007, combien d'échecs faudra-t-il avant de comprendre que le peuple ne retrouvera la voie de la gauche que si la gauche retrouve le chemin de la nation ?

Etre contre l'Union européenne, être contre la 5ème République, c'est un même combat pour les communistes. C'est se placer délibérément au coeur d'une bataille idéologique féroce, tant le capital, blessé de surcroît, a besoin des institutions européennes. Mais il est vital de résister, avec le peuple et sa nation contre l'offensive supranationale. Tant pis si nous sommes taxés de nationalistes ou de protectionnistes. Il suffit de voir s'ériger derrière les HLM de nos banlieues, les bidonvilles que l'on croyaient disparus depuis la fin des années 1960 pour balayer ces arguments.

Tout le monde sait que je suis contre le front de gauche. Mais admettons que je sois pour. Je ne comprends vraiment pas comment on peut se déclarer contre la politique de Sarkozy et pour l'Union européenne. Il est quand même incroyable qu'il n'y ait pas un seul mot de commentaire dans le rapport de Jean-Marc Coppola sur la présidence française de l'UE, les six derniers mois de 2008 ! Est-ce à dire que nous approuvons le Sarkozy, président de l'Europe, tout en désapprouvant le Sarkozy président de la France ? Voulons-nous être dupes du jeu

Copyright © Communistes de Vénissieux

sordide qui se joue autour de nos industries, quand Sarkozy fait mine de les défendre tout en laissant l'Europe condamner toute velléité de relocalisation et continuer de chanter les louanges du « marché libre et non faussé » ? Le PCF est-il devenu européo-sarkozyste ? Cela mérite débat !

« Retour à gauche », « Union de la gauche », ces mots n'ont aujourd'hui plus de sens. Quel rôle historique pour le front de gauche ? Servir la promotion de Jean-Luc Mélanchon ? La promotion d'un Parti de gauche, énième du nom, comme filiale du Parti socialiste ? Non merci !

A-t-on le droit de proposer un nouveau modèle de développement pour la France et pour l'Europe ? Nous le savons d'expérience, l'union ne peut se résumer à un bloc de partis. Elle doit être celle des travailleurs, des citoyens, des élus sur des projets de transformation sociale. Est-ce absurde pour l'Europe de proposer trois grands principes :

- **La paix au sein et en dehors de l'Union européenne**. Si on commençait par signer des accords de politique étrangère, par signer un véritable traité de paix et de coopération entre les pays européens. (Il est bizarre que cette question ait toujours été laissée de côté.)
- **Les traités européens**. Si on commençait par abroger tous les traités qui s'opposent aux droits fondamentaux de chaque nation (revenir à leur souveraineté), concernant les lois sociales, la protection des travailleurs, l'intervention de l'Etat dans l'économie, les nationalisations, etc.
- **Les coopérations**. Si on développait la coopération entre les nations européennes autour de projets industriels, de recherche, d'aménagement du territoire, des transports, projets cofinancés par les Etats sur la base du volontariat et coordonnés à l'échelle européenne voire plus largement.

Aujourd'hui nous assistons à la destruction des nations et des organisations politiques qui les structurent. Des efforts idéologiques sans précédent ont été faits pour faire croire aux peuples que c'était un progrès. Ils ressentent de plus en plus fort que c'est une terrible régression.

L'espace européen est une chimère qui fait vivre une technostructure inhumaine, les lobbies du capital, un pseudo parlement européen. L'aggravation de la domination supranationale en Europe nous conduirait droit vers un système de dictature oligarchique.

Une Europe républicaine ne peut être qu'une union des Républiques libres. Contre l'Europe du capital, nous avons l'humanisme pour nous. Peut-être aurons-nous demain le communisme avec nous ?

Reçois, Cher(e) Camarade, mes fraternelles salutations.

Copyright © Communistes de Vénissieux